À propos de l'institutionnalisation des SIC. Pour une histoire « localisée »

About the Institutionalization of the History of Information and Communication Sciences. For a « localized » History

Stéphane Olivesi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2392>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.2392

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2007

Pagination : 203-225

ISBN : 978-2-86480-849-7

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Stéphane Olivesi, « À propos de l'institutionnalisation des SIC. Pour une histoire « localisée » », *Questions de communication* [En ligne], 12 | 2007, mis en ligne le 10 avril 2012, consulté le 08 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/2392> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.2392>

STÉPHANE OLIVESI

Université Lyon 2

Institut de la communication

stephane.olivesi@univ-lyon2.fr

À PROPOS DE L'INSTITUTIONNALISATION DES SIC.

POUR UNE HISTOIRE « LOCALISÉE »

Résumé. — L'article se propose de revenir sur les travaux récents que Robert Boure a consacrés à l'histoire des sic pour en expliciter les principaux apports, mais aussi pour dégager de nouvelles pistes de réflexion sur l'institutionnalisation de cette discipline. L'idée directrice qui sous-tend le propos consiste à montrer que la compréhension de son édification (comme celle d'autres disciplines d'ailleurs) nécessite le recours à des études monographiques sur les lieux d'enseignements et de recherche qui ont concouru à ce processus. Pour ce faire, il s'agit de neutraliser les conceptions idéalistes et essentialistes de la discipline qui entravent le travail d'objectivation et faussent le regard que l'on porte sur son passé comme sur sa réalité présente.

Mots clés. — Sciences de l'information et de la communication, institutionnalisation, discipline, histoire.

Les deux importantes contributions que Robert Boure vient de consacrer à l'histoire des sciences de l'information et de la communication (sic) dans *Questions de communication* (11, 2006 ; 12, 2007) font suite à une série d'autres travaux qu'elles enrichissent, complètent et, d'une certaine manière, finalisent (Boure, 2002, 2005, 2006). Les propositions qu'elles engagent ont suscité le désir de prolonger les analyses, d'abord pour en préciser les apports et en discuter les avancées, mais aussi pour essayer d'esquisser de nouvelles pistes de réflexions. Il ne s'agira donc pas de synthétiser, de redire ou de paraphraser ce que Robert Boure a déjà dit, mais de commencer par expliciter en quoi consistent les principaux enseignements de ce travail, quelle est leur portée dans la connaissance de l'histoire de la discipline ainsi que dans la compréhension de la genèse de celle-ci et de ses problèmes actuels. Puis, il s'agira d'identifier, au-delà de cette entreprise, les obstacles que rencontre toute tentative d'analyse de l'institutionnalisation des sic.

Une idée directrice – une « thèse » pour faire pédant – sous-tend les analyses : l'histoire des sic ne doit pas être uniquement écrite à partir d'un ou de plusieurs points de vue nationaux, fondés sur des sources officielles, mais doit recourir à des monographies sur les lieux d'enseignement et de recherche, même les plus périphériques, qui ont présidé à son institutionnalisation. Il se peut que les sic – avant d'être une discipline unifiée, homogène, cohérente... comme tentent de l'affirmer tous ceux qui, en son sein, ont eu par le passé à assumer ou assument, aujourd'hui encore, des responsabilités collectives – ne soient que la somme instable de stratégies d'acteurs venant d'horizons divers, de projets locaux disparates, de demandes sociales hétérogènes dont les effets conjugués font qu'il en résulte ce que l'on appelle une discipline fédérant un grand nombre d'enseignants-chercheurs. Par conséquent, il s'agit de se refuser à postuler que les sic constituent une sorte de projet idéal qui se serait progressivement incarné dans des institutions locales telle une « Idée » descendant patiemment du « Ciel sur la Terre », mais de saisir les éléments éparés qui se sont condensés et fédérés localement puis reconnus dans l'existence d'institutions nationales (Société française des sciences de l'information et de la communication – SFSIC ; Comité national des universités – CNU en particulier). Ce rappel pourrait passer pour une évidence entendue s'il n'était indiqué que cette conception idéaliste et essentialiste des sic est omniprésente, qu'elle fonctionne souvent comme schème régulateur, par exemple pour juger de l'appartenance ou de la non-appartenance de collègues à la discipline, et que bon nombre des lieux communs savants s'y rattachent. On peut même observer que cette conception essentialiste de la discipline entrave considérablement la compréhension de ce qu'elle est, de ses problèmes actuels et des enjeux auxquels elle se confronte. Elle se manifeste sous couvert de la promotion d'un point de vue « info-communicationnel », censé fédérer comme par magie les ressortissants de

la discipline qui communieraient en lui, et dont on doit avouer, malgré des efforts sincères et répétés, ne pas bien discerner en quoi il peut consister.

Cette thèse ne vise pas à être attentatoire à la haute idée que l'on peut se faire de la science en général et des sic en particulier. Elle se propose de déplacer les points de vue, d'opposer à une connaissance générale, élaborée à partir de sources nationales et officielles, des éléments de savoir locaux, éclatés, irréductibles à une vérité exclusive, bref d'opposer à une histoire froide (ou refroidie) des mémoires encore vivantes et souvent discordantes, potentiellement en lutte dans la définition de la vérité historique. Cette histoire que l'on qualifiera volontiers de matérialiste suggère que la discipline n'existe pas par ses œuvres de l'esprit, par le subtil dessein de quelques visionnaires « Pères fondateurs », par la force du groupe institutionnel qui l'a fait émerger et la porte, mais par le développement local de lieux d'enseignement (plus que de recherche) de diverses natures dont la capacité à capter de manière opportuniste des attentes sociales et à déployer des stratégies conjoncturelles de développement sous l'effet des transformations de l'Université (massification, professionnalisation des filières, désacralisation...) et de la configuration des sciences humaines et sociales (SHS) a réussi à mobiliser à l'échelle nationale, puis à fédérer suffisamment d'énergies et de ressources pour qu'existent aujourd'hui les sic.

La visée qui sous-tend cette thèse générale s'inscrit dans le prolongement des analyses proposées par Jean Meyriat et Bernard Miège (2002 : 45-47) montrant que l'histoire des sic commence avec la création de filières d'enseignement professionnalisantes à partir de la fin des années 60. Elle se résume à rendre possible une connaissance neutralisant les préjugés ordinaires et les opinions intéressées à partir de l'objectivation des lieux et des configurations qui ont fondé le développement de la discipline. Évidemment, un tel projet ne peut être pleinement réalisé que par un travail collectif et l'élaboration de multiples monographies. C'est dire l'impossibilité de réaliser ce projet individuellement. Tout au mieux sera-t-il esquissé non sans avoir précisé préalablement que de nombreux développements contenus dans la présente contribution puisent leur inspiration dans la réalisation d'une vaste monographie sur l'un de ses lieux d'institutionnalisation des sic, à savoir l'Institut de la communication de l'Université Lyon 2 (ICOM)¹.

¹ Comme il n'a pas été possible de reproduire intégralement cette longue étude, nous nous contenterons d'indiquer aux lecteurs intéressés qu'ils peuvent la demander à l'adresse suivante : stephane.olivesi@univ-lyon2.fr. Celle-ci est fondée sur le dépouillement de toutes les archives disponibles, sur des entretiens réalisés auprès des principaux acteurs (notamment ceux ayant exercé des responsabilités), ainsi que sur des informations recueillies auprès de différentes sources. Enfin, l'auteur tient à indiquer qu'il exerce la fonction de directeur de cet Institut depuis le milieu de l'année académique 2003-2004 et que cette situation n'est pas étrangère à la réalisation de cette étude...

Les apports de l'analyse historique à la compréhension des SIC

Si les travaux de Robert Boure se caractérisent par un certain nombre d'apports positifs, objectifs et factuels, relatifs au passé de la discipline, c'est avant tout la dimension critique – réflexive – de ce travail qui retiendra notre attention, d'autant qu'elle remplit une fonction structurante, à la fois dans notre manière d'appréhender la discipline, son histoire, et de dissiper certaines fausses évidences. Mais au préalable, une question s'impose : pourquoi avoir engagé maintenant ce chantier historique ?

Maintenant l'histoire ?

C'est la première question qui vient à l'esprit en parcourant le travail de Robert Boure engagé d'abord au sein de la SFSIC dans le cadre du groupe TPS (Théories et pratiques scientifiques), puis développé de manière individuelle. Était-il donc si urgent de se lancer dans cette entreprise historique alors que la discipline est relativement jeune, n'ayant guère plus de trois décennies d'ancienneté ? N'encourt-on pas une nouvelle fois le risque de se confronter aux sempiternelles questions d'identité disciplinaire qui ne fécondent guère que des débats stériles dans lesquels s'expriment des points de vue (intéressés) d'acteurs soucieux de faire valoir l'universalité de leurs vues très partiales ? Si l'on en juge à la fois par leur intérêt intellectuel, par les questions « sensibles » qu'elle active, ainsi que par l'attention que leur accordent un certain nombre d'agents impliqués dans la vie des SIC, force est de constater l'intérêt des analyses proposées par Robert Boure et des questions qu'elles soulèvent.

Une psychanalyse de l'esprit scientifique renforcerait utilement les quelques hypothèses que l'on peut formuler pour expliquer cet attrait. En premier lieu, il faut souligner que la question du passé suscite l'intérêt, non pas des historiens des sciences, mais des acteurs de la discipline. C'est dire que cet intérêt n'est pas d'ordre purement cognitif. La vérité historique est évidemment un enjeu essentiel pour les luttes présentes autour des définitions de ce que doivent être l'enseignement et la recherche en SIC. Elle vient en appui pour rendre légitimes ou illégitimes certains choix. Dès lors, on comprend l'engouement pour une histoire de la discipline qui, évidemment, mobilise moins les apprentis chercheurs que les acteurs engagés dans la vie institutionnelle.

Une autre explication doit être avancée. Le travail de Robert Boure répond à une attente, rarement formulée publiquement, qu'un grand nombre d'enseignants-chercheurs en SIC ressentent et expriment plus ou

moins ouvertement sur l'identité de la discipline. Pour faire simple, on peut dire que cette attente naît en différentes circonstances. Elle peut résulter d'un sentiment d'illégitimité du chercheur confronté à des collègues malveillants, appartenant à d'autres disciplines, qui ne manqueront pas de lui rappeler – ou de lui suggérer – sa basse extraction épistémique, voire de le cantonner aux tâches subalternes du communicant de service, niant par la même occasion sa qualité de chercheur. Il existe un fort contraste entre les manifestations collectives d'autocongratulation disciplinaire que l'on peut observer dans les colloques et les congrès, et la réalité plus prosaïque des résistances et des luttes locales pour imposer la légitimité des enseignements et de la recherche en sic. Cette attente peut naître aussi dans un cadre pédagogique, face à un public d'étudiants à qui l'on souhaite présenter les sic non pas en se lançant dans une épopée spirituelle plus ou moins fantaisiste remontant à l'Antiquité ou à la Renaissance, mais en examinant le plus rigoureusement possible comment la discipline s'est formée, autour de quelles spécialités et de quels savoirs. Enfin, elle apparaît sous la forme d'un sentiment d'incompréhension mutuelle, d'absence de dénominateur commun, d'hétérogénéité dans les manières de concevoir l'enseignement et la recherche. On cerne à quel type d'attente, voire de besoin, peut ainsi répondre l'histoire. Non seulement elle apporte des éléments qui peuvent légitimer des pratiques et en disqualifier d'autres comme étrangères à l'essence de la discipline, mais elle permet aussi de neutraliser une partie des doutes que les enseignants-chercheurs peuvent avoir eux-mêmes à l'égard de leur propre pratique, de la valeur scientifique de leurs travaux et de leur insertion dans un espace disciplinaire « flou », malgré les balisages disciplinaires qui ont pu être proposés (notamment par le CNU).

On comprend aussi la prudence avec laquelle Robert Boure se positionne, cherchant plus à neutraliser des préjugés qu'à avancer des éléments de nature à répondre à ces inquiétudes « existentielles » dont certains témoignages laissent supposer qu'elles sont largement répandues tout en faisant l'objet de dénégations répétées. Car, dans ce contexte, toute réponse ou toute esquisse de réponse ne peut pas échapper à des tentatives d'appropriation qui reviennent invariablement à en détourner la signification originale pour en instrumentaliser les enseignements de l'histoire à des fins intéressées et normatives.

Si cet attrait pour le passé de la discipline s'explique principalement par le souci de puiser en elle des ressources symboliques susceptibles d'être engagées dans les luttes présentes pour la définition du légitime et de l'illégitime, l'actualité de la question historique découlerait quant à elle de certaines spécificités actuelles des sic et de la conjoncture institutionnelle. On peut à ce titre formuler l'hypothèse suivante : le fait pour cette discipline de s'être développée significativement au fil des dernières années

tout en réaffirmant son caractère interdisciplinaire a mécaniquement induit des tensions identitaires entre des chercheurs travaillant sur des objets différents, s'inscrivant dans des traditions de recherche distinctes, engageant des conceptions et des valeurs divergentes à un moment où les différentes disciplines composant les SHS se sont significativement repliées sur elles-mêmes, autonomisées et différenciées les unes des autres. Cette évolution des SHS dans le sens d'une spécialisation toujours plus affirmée, seule garante de la scientificité des travaux qu'elles accueillent, interroge l'interdisciplinarité affirmée des SIC qui, sous ce jour, revêt une connotation négative (éclectisme, superficialité, absence de spécialisation...). On peut formuler une seconde hypothèse : le projet consistant à instituer et à faire perdurer une interdiscipline telle que les SIC a besoin de l'histoire à partir du moment où sa signification et son avenir deviennent quelque peu opaques pour des acteurs qui éprouvent alors le besoin de se tourner vers le passé comme pour mieux s'armer dans leur relation au présent et à l'avenir. Une troisième hypothèse en découle : le recours à l'histoire s'impose au moment où la mémoire vivante des acteurs de première génération (il faudrait préciser davantage cette question de génération...) s'estompe, ne parvenant plus à couvrir le rapport au passé de la discipline, laissant ainsi percer de nouvelles interrogations.

On le voit : engager un travail historique sur la discipline – sur son institutionnalisation – ne se comprend qu'à la condition de saisir ce qui conduit les acteurs à recourir au passé. Cette interrogation répond d'abord en écho aux questions qu'ils rencontrent dans le cadre de leurs fonctions scientifiques et pédagogiques, dans leurs oppositions, voire leurs affrontements et leurs incompréhensions. Engager la recherche sur l'institutionnalisation comme l'a fait Robert Boure, c'est donc non pas réagir à ces questions en prenant position ou en défendant telle ou telle vision de la discipline, mais introduire un travail de maturation disciplinaire au sens où cette réflexion impose aux chercheurs une plus grande réflexivité.

Du mythe à la connaissance : les critiques du présentisme et du spontanéisme

Dans ce cas, qu'est-ce que la réflexivité ? On pourrait la définir comme une faculté critique de nature à introduire plus de distance dans le jugement, plus d'acuité dans la compréhension du jeu scientifique et des modalités de production de la connaissance. Robert Boure (2006 : 278) la définit en ces termes : « Nous entendons par « réflexivité » le travail méthodique (toujours partiel et jamais achevé) de mise au jour par le chercheur des présupposés doxiques – y compris les siens – ou liés à l'occupation de position dans le champ académique et, d'une façon plus

générale, de tout ce qui est produit par les constructions discursives ». Plus généralement, la réflexivité conditionne la connaissance de l'histoire de la discipline. Pour quelles raisons ?

La recherche qui s'engage sur l'histoire des sic n'est évidemment pas une histoire d'historien ou une histoire d'historien des sciences. Réalisée et produite par des enseignants-chercheurs de la discipline, autrement dit des acteurs impliqués, elle s'adresse à d'autres acteurs et, par conséquent, elle ne peut ignorer les débats contemporains et les jeux d'oppositions au sein de la discipline. Aussi encourt-elle systématiquement un certain nombre de risques qui se concentrent dans ce que Robert Boure a désigné comme « présentisme » et « spontanéisme ». De quoi s'agit-il ? « Schématiquement, le présentisme est une reconstruction du passé en fonction de préoccupations et d'enjeux intellectuels et sociaux contemporains, ce qui revient à chercher dans l'hier les antécédents et la légitimation de l'aujourd'hui » (Boure, 2006 : 279). Le présentisme concentre en fait plusieurs écueils. Le premier concerne la projection sur le passé d'interrogations qui n'ont de significations que contemporaines. Ainsi le débat autour de l'identité des sic (lettres et sciences du langage *versus* sciences sociales) devient-il le prisme – inopérant – à partir duquel le passé des sic est relu comme si cette thématique avait eu un sens durant la première phase d'institutionnalisation de la discipline. Le risque, on le voit, consiste à relire le passé en laissant échapper la réalité historique au profit d'une reconstruction plus ou moins aléatoire n'ayant de signification que par rapport aux débats présents. L'évocation du passé se résume à fonctionner comme un recours légitimant à l'égard de prises de position présentes.

Dans ce cas, le raisonnement historique repose sur une forme de schématisation qui revient à privilégier la continuité et la linéarité au détriment des ruptures, des scansions, des changements, bref de l'historicité de la discipline. Il est ainsi supposé que l'histoire des sic se résume à l'actualisation de quelques essences présentes dès leur origine. Cette vision minore la différence historique qui est pourtant le principe et la condition de mise en intelligibilité des phénomènes passés, débarrassés des projections arbitraires à partir du présent, mais aussi des phénomènes présents qui apparaissent, sous ce jour, pour ce qu'ils sont dans leur irréductible actualité comme les produits d'une histoire singulière, faite d'accidents, sans intention ni dessein. Bref, le présentisme, c'est l'anachronisme érigé au rang de principe dès lors que l'investigation historique n'interroge pas les présupposés à partir desquels elle appréhende son objet. Point n'est besoin d'une longue fréquentation des congrès et des colloques pour percevoir que nous sommes tous portés, en l'absence d'un significatif effort de réflexivité, à encourir ce risque. Car celui-ci est d'autant plus fort que nous sommes engagés dans des

luttres symboliques, nous opposant à d'autres agents, qui pervertissent mécaniquement l'attention « objective » au passé pour tenter de faire de ce dernier un outil de légitimation, d'universalisation de notre propre vision, historiquement constituée, et non plus un outil d'émancipation à l'égard de nos propres croyances.

Au même titre que le précédent, le second écueil – le spontanéisme – se définit comme un défaut de réflexivité. Largement répandu, il s'avère omniprésent tant dans les discussions scientifiques ordinaires que dans certains écrits qui engagent opinions et préjugés sans trop s'interroger sur la véracité de ceux-ci. L'exemple de l'ouvrage d'Yves Winkin (2003) – *La communication n'est pas une marchandise. Résister à l'agenda de Bologne*² – retenu par Robert Boure, montre à quel point le spontanéisme et l'absence de réflexivité conduisent à la formulation de propositions erronées. Ce risque ne serait que limité si, ensuite, lieux communs et préjugés ne faisaient autorité pour être repris et diffusés. Ce phénomène s'explique par la prégnance des logiques mandarinales qui attribuent à quelques maîtres de vérité le rare pouvoir de dire le vrai *ex-nihilo*.

Le spontanéisme puise d'ailleurs ses sources à la même racine que les prénotions. Comme elles, il repose sur des croyances d'autant plus prégnantes qu'elles ont pour elles la force d'être partagées par un grand nombre d'acteurs jusqu'au moment où il est révélé qu'elles ne sont qu'illusions. Par conséquent, l'identification de ce problème dans des textes largement diffusés conduit à accroître la vigilance, car nous sommes là encore des victimes qui se complaisent volontiers dans la reproduction des lieux communs. On en déduira aussi que pour faire spontanément œuvre de vérité sans trop se soucier de confrontation avec la réalité historique, il faut une certaine assurance (ou insouciance ?) que seules l'occupation d'une position dominante et la routinisation de la domination peuvent garantir. Tel maître de vérité peut ainsi asséner quelques vérités étrangement fausses sans susciter l'hilarité, ni la réprobation, mais simplement une admiration aveuglée ou résignée par tant de fausseté.

Ainsi le travail historiographique revendique-t-il une forme de positivisme critique qui abandonne le mythe au profit du discours réflexif. Critique à l'égard des préjugés ordinaires, il se fonde essentiellement sur l'élaboration

² On notera que cet ouvrage, qui n'a pourtant aucune des qualités que l'on attend habituellement d'un ouvrage scientifique et se présente d'ailleurs comme un essai – pamphlet et/ou manifeste –, a fait l'objet de recensions élogieuses dans diverses revues scientifiques, interrogeant par la même occasion, au-delà des relations d'interdépendance que les auteurs des notes et les membres des comités de rédaction peuvent entretenir avec Y. Winkin, le fonctionnement même de ces revues « scientifiques » et leurs principes de sélection des notes de lecture.

d'une connaissance positive de son objet : le passé des sic. Ce refus du spontanéisme et du présentisme se traduit par la neutralisation des constructions mythiques plus ou moins élaborées qu'engagent les acteurs afin de légitimer leur discours et d'étayer leur position. La réflexivité s'ordonne à une visée positiviste. Elle s'attache à neutraliser l'histoire mythique – celle des origines, des pères fondateurs, d'une essence transhistorique de la discipline... – au profit d'une histoire historienne, d'une histoire soucieuse de connaître le passé, non par délectation morose de ce qui n'est plus mais pour aborder le présent sans préjugés ni inhibitions.

Pour conjurer la chimère de l'origine : contre l'histoire officielle

Le spontanéisme témoigne souvent des tentatives d'instrumentalisation de l'histoire à des fins de légitimation. Il est pourtant des manifestations plus exemplaires encore de cette perversion de l'histoire qui résident dans la recherche des origines, c'est-à-dire de commencements qui suffiraient à expliquer (Olivesi, 2004 : 103-111). Avec l'origine, l'histoire s'enrôle au service de celui qui cherche dans le passé le moyen d'imposer sa propre définition de ce que doit être le présent. La recherche des origines conduit en effet à puiser dans l'avant le moyen de légitimer des positions présentes comme si une essence du passé perdurait dans le présent, comme s'il y avait continuité, permanence, répétition.

L'analyse de l'institutionnalisation des sic conduit à réfuter la recherche d'origines, car elle montre, par la mobilisation de sources diverses et de données empiriques, que les origines n'ont d'existence que chimériques. On souscrita donc aux analyses de Robert Boure (2007a : 257-287) quand il montre que « quel que soit le critère [...], les sic ont une origine plurielle. Toutefois, il n'est guère contestable que la littérature et plus généralement les lettres, au sens *supra*, ont joué, ici ou là, un rôle... difficile à définir ». Dire que les sic ont une origine plurielle, c'est dire qu'elles n'ont pas d'origine au sens de moment inaugural, de disciplines fondatrices, de paternité indépassable, de lieux emblématiques d'institutionnalisation. Et qu'au lieu de courir après des chimères, mieux vaut s'attacher à objectiver les éléments (acteurs, savoirs, institutions...) qui se sont associés, fédérés, opposés pour donner le jour aux sic sans cesser pour autant d'interagir et de modifier par la même occasion le relief de ce que recouvre l'acronyme.

Encore faut-il ajouter que cette recherche des origines des sic repose, comme on a pu le noter précédemment, sur un schème historique linéaire qui revient à lire l'évolution historique en termes de continuité. Ce schème exprime une position naïvement réaliste de l'histoire au sens

où elle induit une croyance en la permanence d'un noyau invariant – les sic – qui s'explique tout simplement par la permanence du terme. On rappellera donc utilement ce que répétaient Gaston Bachelard (1986 : 17-18) et Georges Canguilhem (1989 : 9, 21) : la permanence du terme n'implique pas l'identité du concept (Olivesi, 2004 : 94-101). Aussi seule une posture nominaliste consistant à historiciser les sic et à considérer que ce que l'on appelle sic aujourd'hui n'a pas de lien direct avec ce qui a pu s'appeler sic dans les années 70 ou 80 permet de libérer l'histoire du poids des intérêts présents. Pourquoi insister sur ce point ? Une prudence méthodologique bien inspirée veut que l'on ne lise pas l'histoire avec des catégories transhistoriques – avec des « universaux » pour parler comme Paul Veyne (1971) – afin de ne pas faire exister de fausses essences et de ne pas croire que parce que le terme perdure, il en est de même de la réalité qu'il est censé recouvrir. Car on finit par croire et faire croire que ce dont on parle a toujours existé dans la forme présente que nous lui connaissons alors que seul le terme a perduré sans altération.

Le lecteur trouvera peut-être ces propos abscons et inutilement insistants. Prenons un simple exemple. L'historien réaliste, c'est-à-dire celui qui croit en la réalité transhistorique d'une essence – les sic –, s'interroge aujourd'hui doctement pour savoir si, à l'origine, la littérature, les sciences sociales, la psychologie... occupaient une place principale ou secondaire. De là, il cherchera à induire que l'essence de la discipline correspond comme par enchantement à la vision intéressée qu'il en a. Pour parvenir à ses fins, il s'interrogera par exemple sur l'appartenance disciplinaire des collègues inscrits dès les années 70 au sein des sic comme si la question de l'appartenance disciplinaire au sein des SHS se posait dans les mêmes termes à cette époque qu'aujourd'hui.

Pour bien prendre la mesure du fait qu'une telle question est un contresens historique si l'on ne prend pas en compte des paramètres relatifs à la configuration générale des SHS et à son évolution, il suffit de citer en exemple le cas d'un collègue lyonnais qui fut un des premiers ressortissants de la discipline puisqu'il demanda son rattachement à celle-ci dès 1975. Il s'agit de Jean Gouazé dont la trajectoire outrage les logiques de territorialisation, de différenciation, de spécialisation, de repli identitaire, bref de « disciplinarisation » que l'on connaît aujourd'hui et que certains voudraient voir se rejouer – ô paradoxe ! – à l'intérieur de l'interdiscipline « sic » afin de faire de celles-ci une pure discipline comme pour mieux se parer contre les dangers du dehors. Psychologue de formation, enseignant-chercheur au sein de l'Institut de psychologie de l'Université Lyon 2 dont il fut le directeur, il co-signa en qualité de ressortissant des sic un article de linguistique avec Oswald Ducrot dans une revue de sciences sociales, les *Actes de la recherche en sciences sociales* (Gouazé et al., 1976). Par cet exemple, on mesure à quel point,

au fil des dernières décennies, les passerelles disciplinaires au sein des SHS ont eu tendance à singulièrement se réduire et que les questions d'appartenance qui ont effectivement un sens aujourd'hui n'en avaient pas hier ou, pour le moins, ne revêtaient pas la même importance. On ne peut donc pas parler de ce que furent les sic dans les années 70 en ayant à l'esprit les problèmes disciplinaires d'aujourd'hui et, moins encore, certaines querelles paroissiales. Il faut au minimum s'immerger dans le contexte social et intellectuel de cette époque pour prendre la mesure de la différence historique sans laquelle le passé n'est qu'un masque du présent et le présent une illusoire répétition du passé.

Déjouer ainsi les recherches d'origine et les positions intéressées qui les sous-tendent vise à neutraliser les *a priori*, les lieux communs, pour restituer à l'objet historique son opacité, ses lignes de fuite, sa perfide malléabilité. Mais, dans ses investigations, Robert Boure a-t-il lui-même toujours réussi à conjurer cette chimère ? On formulera dès à présent une réponse à cette question, pour ne l'explicitier que dans la partie suivante : en qualité individuelle d'auteur, en regard de ses propres contributions, une réponse affirmative s'impose, mais en qualité d'« éditeur », le débat reste ouvert... Évidemment, la dissociation des deux positions d'énonciateur explique à elle seule la différence observable, mais elle indique aussi l'existence d'une difficulté institutionnelle à s'émanciper de tout fantasme des origines, à ne pas être soi-même rattrapé par la fonctionnalité mythologique de l'histoire...

L'analyse de l'institutionnalisation des sic dans ses limites

Analyser l'institutionnalisation des sic soulève un certain nombre de problèmes et de difficultés que l'on souhaite à présent expliciter en débordant les seules analyses proposées par Robert Boure. Ces problèmes sont de diverses natures, mais ils se recoupent souvent.

Le problème des sources

Le premier de ces problèmes est celui fort peu original des sources. Il se résume dans les implications des sources utilisées sur la nature de l'écriture de l'histoire, voire sur la vérité historique. Au-delà du cas des sic, l'histoire contemporaine se confronte à ce problème mais, généralement, l'historien de métier recourt à des témoignages vivants dans la mesure où les archives ne sont pas ouvertes, mais aussi parce que l'existence de témoins ayant « vécu » l'histoire impliquerait une levée de boucliers et une réfutation quasiment immédiate de toute version fondée sur des

sources écrites souvent lacunaires, laissant échapper la matière vive du passé, toujours présente dans les mémoires.

Dans le cas de l'analyse de l'institutionnalisation des *sic*, du moins si l'on suit les analyses proposées par Robert Boure et par la plupart des contributeurs à l'ouvrage collectif qu'il a coordonné³, la posture est inversée. Seul prévaut le recours aux archives et aux documents officiels, comme si la mémoire vivante des acteurs était prohibée. On peut d'abord supposer que ce fait s'explique par la position des contributeurs. Étant eux-mêmes des acteurs conscients du caractère relatif de leur propre point de vue, ceux-ci ont préféré faire valoir et se fonder sur des éléments « objectifs » afin de construire une histoire « incontestable ». L'archive a valeur de principe de réalité ; elle oppose aux variations de la mémoire la fixité de la trace. Mais c'est là une manière positive d'apprécier ce fait. Une manière moins consensuelle consisterait à déceler dans cette posture un renoncement à la mémoire vivante, lié aux risques de mettre au jour des conflits et des interprétations divergentes du passé, requérant dès lors un tout autre mode d'appréhension de l'histoire. Enfin, une manière plus critique encore consisterait à déceler dans cet effacement le souci tactique d'édifier une histoire officielle susceptible de fédérer et de s'imposer à tous les agents.

Les conséquences de ce choix sont évidemment multiples. On obtient une histoire « officielle » susceptible d'être débattue dans ses interprétations mais pas contestée dans ses données de base. On obtient donc une histoire « objective » qui ne met au jour que le passé « officiel » de la discipline, c'est-à-dire celui sur lequel s'accordent les acteurs et qui n'est en fait qu'une partie très restreinte du passé. On mesure ceci ne serait-ce qu'en observant que l'histoire proposée est une histoire nationale, une histoire de la discipline qui ne prend en compte la dimension locale que sous la forme comptable de postes et d'individus isolés, de lieux institutionnels et de formations épinglés, de savoirs et de groupes de recherches désincarnés. Le prix à payer de ce choix est l'effacement des mémoires vivantes comme si celles-ci n'avaient que peu de réalité, comme si elles n'étaient porteuses d'aucun contenu de vérité.

Ce problème s'appréhende sous divers aspects. En premier lieu, il conduit à souligner les limites de l'investigation historique. Renoncer à la mémoire vivante des institutions, c'est ne pas prendre en compte le vécu des agents,

³ Il s'agit de l'ouvrage *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés* (Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2002) qui regroupe une série de contributions représentant des travaux sur l'histoire de la discipline, effectués au sein du groupe de recherche TPS de la SFSIC.

autrement dit s'interdire la possibilité d'une histoire « compréhensive » qui intègre les représentations et les stratégies de ceux qui, à leurs niveaux et avec leurs moyens, en s'impliquant très diversement, ont fait la discipline. C'est celle des effacements, des divergences, des dissensions, des renoncements, des ressentiments qui passent ainsi en perte et profit. Mais c'est aussi la compréhension des mobilisations autour de projets pédagogiques et d'équipes de recherche, les alliances et les jeux d'intérêts qui expliquent pourquoi localement les sic se sont plus ou moins bien développées qui dès lors disparaissent derrière l'objectivité – informationnellement pauvre – des sources officielles. On perçoit les limites d'un recours exclusif à celles-ci. Si la mise en relief de faits précis permet de disposer d'éléments de connaissance irréfutables, elle ne permet pas d'engager des hypothèses interprétatives plus audacieuses, plus ouvertes aux débats.

Ainsi peut-on constater que la connaissance statistique de l'évolution des effectifs dans la discipline permet d'établir certains faits, d'interpréter éventuellement ceux-ci comparativement à d'autres disciplines, mais ne permet guère de dépasser ce stade et de dire par exemple pourquoi les sic se sont particulièrement développées à tels ou tels moments et quels en ont été les principaux facteurs conjoncturels (Cardy, Froissart, 2006a). Des hypothèses interprétatives peuvent évidemment être engagées pour en rendre compte (conjoncture politique favorable), mais d'autres types de sources (telles que des études monographiques) s'avèrent requises pour étayer et affiner ces hypothèses interprétatives. D'ailleurs, selon la prévalence des sources que l'on utilise, on peut parvenir à des constats dissemblables. Les uns ne sont pas plus ou moins vrais que les autres, mais ils apportent une forme de connaissance différente, parfois susceptible de diverger. Dans un cas, se fondant sur des sources nationales, on constate l'absence de parité homme-femme (Cardy, Froissart, 2006b) ; dans l'autre, fondé sur des études monographiques, on enregistrerait la féminisation de certains lieux d'enseignement et de recherche au point d'interroger les excès d'une discrimination positive sauvage qui n'est pas sans raison (sociale) d'être. On le voit, la nature des sources joue un rôle déterminant dans la production de représentations de l'histoire récente. En ce sens, il existe des limites et des écueils inhérents à tout recours à des sources exclusivement nationales, officielles, privilégiant les approches quantitatives.

Un autre exemple relatif au mutisme des sources nationales réside dans la dissonance qu'induit la confrontation entre le constat d'une augmentation des effectifs nationaux et l'explicitation de ce phénomène à partir d'un ancrage local. On peut en effet se réjouir d'enregistrer la forte croissance du nombre de poste (Cardy, Froissart, 2006a : 262-264). L'étude monographique évoquée en introduction, consacrée à l'ICOM, ne réfute

d'ailleurs nullement ce constat. Elle ne fait que le corroborer puisque l'ICOM passe de un Professeur et deux Maîtres de conférences en SIC pour les années universitaires 1998-1999 et 1999-2000 – cet effectif n'ayant pas évolué depuis la création en 1988 de cet Institut – à 3 Professeurs et 8 Maîtres de conférences en 2006-2007 (auquel il faut ajouter deux supports d'ATER). Seule l'ouverture de premier cycle en « information-communication » explique le très fort développement des SIC au sein de l'université Lyon 2 avec la création directe ou indirecte (par réaffectation de postes au sein de l'université) de 9 postes d'enseignants-chercheurs en huit ans. Ce qu'ajoute l'étude monographique, c'est donc la possibilité de comprendre ce formidable bond en avant local de la discipline ; mais, par extension, elle induit une rectification du regard que l'on porte sur le développement national.

Elle permet ainsi d'opter pour une vision moins enjouée du développement disciplinaire qui laisserait entendre que celui-ci résulte de la force entrepreneuriale de ses membres, de la pertinence des offres de formation ou de la qualité des recherches en son sein. Que s'est-il passé localement dans le cas particulier de l'ICOM dont on veut bien admettre qu'il ne soit absolument pas représentatif, mais dont on soutiendra qu'il est néanmoins significatif ? Dix ans après son lancement, l'histoire de cet Institut se résume en une série de crises institutionnelles qui ont hypothéqué sa survie à plusieurs reprises. Quant aux SIC, dans ce cadre institutionnel, elles avaient jusqu'alors joué un rôle relativement second – pour ne pas dire secondaire – tant par le nombre des enseignants-chercheurs⁴ que par celui des étudiants suivant un cursus en information-communication. Au terme de cette première décennie, le seul moyen restant pour ne pas enregistrer la dissolution de cette composante de l'Université consistait à ouvrir la vanne des premiers cycles et à recruter massivement des étudiants en s'appuyant sur l'engouement social pour la communication. Rétrospectivement, cette décision ne s'est donc pas fondée sur un projet pédagogique spécifique, sur l'originalité de formations professionnalisantes, sur un programme de recherche, sur le militantisme des ressortissants de la discipline, mais sur un simple effet d'opportunisme institutionnel.

⁴ Sans entrer dans les détails, on se contentera de souligner deux points : la création de l'icom en 1988 fut impulsée par des acteurs étrangers à la discipline, se souciant fort peu des sic comme en témoigne le projet initial qui fédérait les arts de la représentation, la mode, l'informatique naissante, l'information-communication mais aussi des services transversaux de l'université Lyon 2 (services télématiques, services culturels) et qui répondaient avant tout à des stratégies d'acteurs locaux ; les quelques membres de l'université Lyon 2 appartenant aux sic qui s'y rattachèrent à l'origine (M. Mouriaux, J. Gouazé, S. Revel) ne furent pas consultés sur le projet et ne jouèrent pas un rôle de premier plan sous l'angle pédagogique, scientifique et, surtout, institutionnel.

Le témoignage de la principale actrice (Dominique Bourgain, directrice de l'ICOM de mai 1992 à janvier 2004, Professeur en psychologie), ainsi que d'autres témoignages plus indirects et les recoupements d'informations effectués à partir de sources officielles font en effet clairement apparaître que ce projet ne s'est imposé que de manière contrainte pour sauver l'Institut, après une période de crise d'environ 18 mois (de juillet 1997 à décembre 1998) durant laquelle l'ICOM avait été piloté sous administration provisoire. Et de fait, l'Institut qui ne comptait, pour l'année 1998-1999, que 334 inscrits (225 étudiants inscrits dans la filière « information-communication » auxquels il faut encore retrancher les étudiants inscrits en DEA extérieurs à l'ICOM) atteint en 2005-2006 plus de 1350 inscrits dont plus de 90 % en information-communication. Ainsi eut-il la possibilité de se maintenir comme composante à part entière par ses effectifs étudiants et, par conséquent, d'obtenir de l'Université de nombreux postes d'enseignants-chercheurs en sic pour faire face au sous-encadrement.

Ce second exemple illustre le problème de la détermination de toute interprétation de l'histoire par la nature des sources sélectionnées et des informations recueillies. Il invite à pondérer l'enthousiasme qui résulte d'une focalisation quasiment exclusive sur l'augmentation du nombre de ressortissants de la discipline pour cerner les problèmes qui peuvent résulter d'un développement mal maîtrisé : problème de pertinence pédagogique des offres de formations, problème de structuration institutionnelle de l'enseignement et de la recherche, problème de la formation et du recrutement des enseignants-chercheurs, etc. Il conduit aussi à identifier, derrière le souci d'objectivité, le risque de transformer la recherche historique en un outil de légitimation institutionnel. La croyance des acteurs en la pureté de leur quête du vrai dissimule l'emprise des jeux de pouvoir dans lesquels leur production savante s'enracine nécessairement. Les choix en matière de sources expriment les intentions de ceux qui y recourent. Opter pour un type de source, c'est s'engager dans la réalisation d'un certain type d'histoire. En l'occurrence, ne retenir que des sources officielles, c'est tenter au moyen de celles-ci d'élaborer un récit susceptible d'être largement accepté et, par conséquent, reconnu comme version officielle du passé de la discipline, mais c'est aussi tenter d'imposer un point de vue sur la discipline qui fait l'impasse sur une grande partie de celui-ci au bénéfice d'une image idéalisée, voire d'une mythologie dans laquelle les agents peuvent d'autant plus facilement communier que toute forme d'antagonisme ou de clivage s'estompe par l'effet d'abstraction résultant du recours exclusif à des sources officielles qui sont déjà en elles-mêmes des abstractions, des produits d'apparence factuelle résultant de consensus, de compromis, de transactions.

On objectera peut-être à cette présentation que, dans le cas de l'ouvrage collectif coordonné par Robert Boure (voir *supra*), certains témoignages

sont présents directement ou indirectement du seul fait que ceux qui écrivent cette histoire en sont les principaux acteurs. Mais précisément, il manque la diversité des points de vue, notamment des points de vue d'agents dominés, marginaux, voire de certains agents dominants. On peut par exemple s'interroger sur le fait qu'aucun agent classé politiquement à droite dans la discipline ne s'exprime sur le passé. Et il ne faut pas voir en cela un mécanisme politique conscient ou inconscient qui aurait conduit les contributeurs à établir un cordon sanitaire politique, mais plutôt un effet résultant de trois types de facteurs : ceux qui s'expriment partagent, ne serait-ce que partiellement, certains présupposés sur la discipline, sur ce qu'elle doit être, sur l'importance à accorder aux activités de recherche ; ceux qui ne s'expriment pas (les agents que l'on peut classer plus ou moins artificiellement à droite et qui ont occupé des positions dominantes) sont moins portés à investir le passé comme un enjeu institutionnel parce qu'ils sont moins prédisposés (socialement et intellectuellement) à le faire ; enfin, des oppositions voire des clivages allant jusqu'à hypothéquer l'unité du jeu social lui-même risquaient de voir le jour, de ce fait.

Le local et le national : une disjonction forte

L'explicitation de ce premier problème conduit à en soulever un deuxième. Pour les *sic* – mais le phénomène ne leur est certainement pas propre –, il existe une disjonction forte entre la réalité locale de la discipline et les manifestations nationales concentrées au sein de la *SFIC* et du *CNU*. Cette disjonction revêt diverses formes.

Durant leur carrière, les agents ont la possibilité d'entretenir peu, voire pas de liens avec les institutions disciplinaires nationales, comme avec les manifestations réunissant les enseignants-chercheurs (congrès, colloques, rencontres...). En règle générale, il s'agit de stratégies individuelles d'agents qui peuvent enseigner aussi bien dans des composantes spécialisées en *sic* que dans des institutions au sein desquelles ils occupent des positions disciplinairement marginales. Plus rarement, ces positions résultent de décisions collégiales. Individuelles, elles s'expliquent surtout par la tolérance qu'octroie le statut d'enseignant-chercheur de développer une activité en parallèle ou, plus simplement, de limiter son implication aux seules tâches d'enseignement (certaines disciplines que l'on ne nommera pas mais que l'on reconnaîtra aisément, abritant en leur sein des bataillons d'avocats ou de consultants en tout genre...).

La principale raison de cette disjonction résulte plus simplement de l'autonomie des lieux d'enseignement et de recherche qui ne sont en lien avec les institutions nationales que très indirectement par leurs membres.

Les histoires locales et nationales sont donc disjointes. L'histoire locale s'expliquera d'abord par la configuration des composantes au sein d'une université ou d'un institut, par les demandes sociales propres au contexte, par l'implication d'acteurs agissant localement. Elle ne trouvera jamais d'éléments d'explication directe dans le rôle joué de la SFSIC ou dans les décisions du CNU. Réciproquement, l'histoire de la SFSIC ne s'explique pas directement par le développement local de lieux de formation ou de recherche... On le mesure à présent : entre l'histoire locale des sic et l'histoire nationale, il existe une disjonction qui implique la reconnaissance de temporalités propres aux objets étudiés.

Qu'en déduire ? Faire une histoire nationale comme faire une histoire locale nécessite de ne pas confondre les deux temporalités car celles-ci obéissent à des déterminations différentes. Par exemple, on ne peut pas parler du développement de la discipline comme s'il s'agissait d'un mouvement fédérant tous les lieux d'enseignement et de recherche. Et, inversement, il n'est pas possible d'articuler le développement local de tel ou tel lieu sur des dynamiques liées aux institutions nationales. Évidemment, le développement des unes et des autres n'est pas sans lien. Et le rayonnement national d'une discipline ne va pas sans implication locale. Ajoutons à cette assertion politiquement correcte, mais largement réfutée par les faits, que ce *success story* des sic s'explique essentiellement par le mythe d'une société de communication qui fonde l'attractivité de toutes les formations en communication (communication d'entreprise, journalisme, internet, etc.) auprès des étudiants (Neveu, 1997). L'augmentation du nombre global d'enseignants-chercheurs résulte de développements locaux et le développement national est de nature à faciliter les stratégies des acteurs locaux. Mais une histoire nationale ne dira rien sur les raisons du développement local de la discipline en tel ou tel lieu. Or, c'est précisément dans les dynamiques locales qu'il faut rechercher les raisons du développement de la discipline à l'échelle nationale même s'il existe évidemment des facteurs généraux qui ne sont pas propres aux contextes locaux tels que l'attrait pour certaines formations et la demande sociale qui en résulte.

Le principal problème que soulève une histoire nationale de la discipline réside, en ce sens, dans l'illusion d'optique qu'elle ne manque pas de créer, suggérant que les principes de son édification ne sont pas à rechercher dans les multiples lieux d'enseignement et de recherche au sein des Universités, mais dans le rôle des institutions nationales. À titre d'illustration, on peut observer que Robert Boure (2006b : 287-289) souligne l'importance des textes successifs de cadrages que le CNU a pu produire visant à baliser les domaines d'études des sic. Ce rappel traduit la vision d'un acteur qui, par son expérience du CNU, a ressenti la nécessité de disposer d'un tel outil visant à la fois à neutraliser le flou des

critères d'évaluations susceptibles d'être appliqués dans les procédures d'évaluation et à mettre à la disposition de l'ensemble des acteurs un texte « officiel » fonctionnant à la fois comme référence commune et comme cadre normatif. C'est donc une vision qui suggère que l'action (évidemment nationale) du CNU contribue à homogénéiser la discipline.

Ce point de vue appelle une double réserve. L'élaboration d'une norme ou d'un cadre normatif tel que le texte du CNU se fonde avant tout sur des données existantes, sur une compréhension des pratiques propres aux ressortissants de la discipline, qu'il s'agit de synthétiser ; à cette condition, le texte devient un outil légitime pour les acteurs qui s'y réfèrent. On voit donc que la normalisation des pratiques ne résulte pas de l'instance nationale dont le travail ne fait qu'explicitier et ainsi stabiliser les normes coutumières. De plus, la norme stabilisée sous la forme d'un texte est appliquée si elle convient aux acteurs ; elle est ignorée ou délaissée au profit d'une nouvelle norme, si elle vient à ne plus convenir. C'est dire la relativité de sa normativité intrinsèque. La normalisation ne résulte pas de l'application du texte, mais des jeux d'intérêts et des rapports de force qui font que les acteurs dominants parviennent à s'accorder sur l'usage d'un référentiel normatif dont ils se désolidarisent dès que ce dernier ne correspond plus à leur vision (locale et localisée) du jeu scientifique.

On peut prolonger le raisonnement et s'interroger sur le rôle historique de la SFSIC dans l'institutionnalisation de la discipline. N'est-ce pas partiellement contradictoire de considérer cette association comme un lieu essentiel dans le processus d'institutionnalisation de la discipline tout en reconnaissant que certains lieux importants s'en sont parfois désintéressés, voire détournés durant certaines périodes ? La question invite à reconsidérer une nouvelle fois le rôle des institutions nationales, non pour en relativiser systématiquement l'importance, mais pour bien mesurer en quoi elles fonctionnent davantage comme des lieux de confrontations, de synthèses, de compromis, d'affirmation identitaire que comme des lieux de développement réel de la discipline. On ne voit pas, par exemple, en quoi la SFSIC a eu un rôle local dans la création de nombreux postes d'enseignants-chercheurs. Sa fonction pour reprendre les catégories utilisées par Robert Boure relèverait de l'institutionnalisation cognitive plus que de l'institutionnalisation sociale et, par scepticisme, mauvais esprit ou matérialisme, on serait tenté d'affirmer sans nuance que la première est largement dépendante et dérivée de la seconde.

Histoire unifiée/histoire éclatée

Souligner cette disjonction laisse entrevoir un troisième problème qui se résume dans l'opposition entre une histoire unifiée de la discipline

et une histoire « éclatée » axée sur la juxtaposition d'études de type monographique. Une histoire unifiée ne se conçoit qu'à la condition de focaliser l'attention sur les phénomènes nationaux, globaux, sans prendre en compte les particularismes nombreux qui caractérisent les lieux d'enseignement et de recherche rattachés aux sic. Ainsi se conjugue-t-elle avec une histoire officielle. Inversement, une histoire « éclatée » risque de ne saisir que des particularismes sans signification du point de vue général de la discipline. Ce constat interroge la nature de ce que l'on appelle « discipline » sans toujours percevoir qu'il s'agit non seulement d'une construction institutionnelle, mais aussi d'une construction cognitive dont on oublie trop souvent que si la seconde est d'abord déterminée par la première, il importe de ne pas croire que l'on puisse subsumer cette dernière sous ce qu'elle détermine (Boure, 2007b). Pour dire la même chose en des termes plus élémentaires, rien de plus illusoire que de dissiper la relativité des conceptions des sic derrière une réalité supposée évidente de la discipline, car la discipline n'existe pas comme une forme définitivement gravée dans un marbre institutionnel mais comme un ensemble de transactions et de jeux d'acteurs en équilibre perpétuellement instable sous l'effet des relations de pouvoir les associant.

Cette dialectique invite à maintenir une tension entre ces deux types d'histoire sans perdre de vue les limites de l'une et de l'autre. Pour parvenir à une histoire unifiée qui ne soit pas une pure abstraction, il faut réunir et condenser une multiplicité d'histoires locales éclatées. Réciproquement, une histoire locale s'écrit en relation avec l'histoire générale de la discipline qui lui confère sa signification. Interroger l'institutionnalisation d'un quelconque lieu d'enseignement aux sic ne revêt de sens et d'intérêt qu'au regard de la discipline qui est ainsi ponctuellement éclairée.

En conséquence, la volonté de produire une histoire la plus « vraie » possible, autrement dit la moins contestable qui soit, risque de ne conduire qu'à produire une histoire officielle aseptisée pour la simple raison qu'elle occulte derrière l'univocité apparente des faits établis, l'hétérogénéité des perceptions du passé et du vécu des agents. Elle efface l'agonistique des relations de dépendance mutuelle qui associe et oppose les agents au sein du champ. Les faits stabilisés et acceptés ne laissent pas de place à l'explicitation de ce dont ils résultent, c'est-à-dire des luttes, des conflits, des jeux d'opposition, mais aussi des convergences d'intérêts et des compromis raisonnés. Pour imposer ces faits, l'histoire unifiée doit recourir à un double mensonge : celui de l'effacement des structures de domination dont ils ne sont, finalement, que l'expression ; celui, par conséquent, de la croyance en la « Vérité » elle-même.

Le récit unifié et univoque du passé ne peut relever que du mythe, dès lors qu'il efface l'hétéronomie des points de vue sur la réalité et

l'agonistique des relations associant les agents. Contrairement à ce que suppose l'histoire officielle avec ses « faits » bien établis, le vrai se tient au plus près de l'insupportable, car il est l'envers du mythe que construit et reconstruit cette histoire en se conformant aux intérêts dominants. Une histoire éclatée présente l'inconvénient de ne pas servir, de ne pas se soumettre aux vues intéressées de ses promoteurs, de ne proposer que des éclats de vérité, pour la simple raison qu'elle réfute *a priori* la fonctionnalité mythique du récit historique.

Les auteurs de l'histoire

Le principal problème réside cependant dans l'écriture de l'histoire et, plus précisément, dans le statut de son auteur. Comme on l'a suggéré précédemment, le travail individuel de Robert Boure échappe à l'histoire officielle par l'adhésion à une posture critique et réflexive qui neutralise ces risques, mais le travail collectif qu'il a coordonné en porte les stigmates. Plus généralement, la question se pose de savoir s'il appartient aux acteurs appartenant aux *sic* d'écrire leur propre histoire. Et si oui, comment imaginer ne pas faire, dans ce cas, un récit enchanté devant répondre à l'autopromotion de la discipline ou, plus modestement, devant neutraliser préventivement d'éventuels récits moins bienveillants ?

Si l'on se reporte une nouvelle fois à l'ouvrage collectif coordonné par Robert Boure, il s'avère difficile de ne pas voir en lui un essai d'écriture à plusieurs mains d'une histoire officielle. Il suffit de s'en tenir à la qualité des auteurs pour se convaincre que c'est moins leurs travaux d'historiens de la discipline que leur connaissance institutionnelle de celle-ci qui les autorise à dire le vrai. Le projet éditorial vise à « produire une histoire non hagiographique et non rétrospective ; et par conséquent une histoire non officielle... » (Boure, 2002 : 10), mais avec des auteurs officiels présentés comme tels, pourrait-on ajouter. Si l'on accorde à l'auteur que ce n'est pas une histoire officielle, c'est en tout cas une histoire écrite par les acteurs officiels de la discipline (à l'exclusion toutefois de ceux étant politiquement étiquetés « à droite ») puisque l'on dénombre pas moins de deux anciens présidents de la *SFIC* (rétrospectivement trois) et trois présidents du *CNU* (rétrospectivement quatre) parmi les huit contributeurs. Comment un ouvrage écrit par des auteurs s'autorisant souvent des fonctions qu'ils ont eu à assumer et de la connaissance institutionnelle qu'ils ont pu en tirer peut-il être reçu par le public scientifique autrement que comme un ouvrage faisant fonction de référence dans l'édification d'une mémoire officielle commune ? Comment ne pas lire en certaines contributions la volonté d'instaurer une vérité officielle ou, pour dire la même chose autrement, une mythologie légitimant une « certaine vision » de la discipline ? Il faudrait en effet se livrer à une analyse des citations de cet ouvrage et de ses contributions pour étayer

l'hypothèse qu'il est souvent cité au titre de référence officielle permettant à ceux qui le convoquent de s'autoriser des vérités qu'il administre pour confirmer sa fonction de livre officiel.

Ce phénomène culmine dans le recours aux témoignages des « Pères fondateurs » de la discipline (on songe en particulier aux petites brochures souvent citées, produites pas la SFSIC, proposant les témoignages de Jean Meyriat et Robert Escarpit). Non pas que ceux-ci soient faux ou dépourvus d'intérêt historiographique, mais leur mobilisation traduit une personnalisation caractéristique de l'histoire mythique avec ses héros et ses figures légendaires. Cette vision de l'histoire revient à surévaluer le rôle des acteurs, à magnifier leurs actes, à flatter l'ego des héritiers qui s'inspirent de si glorieux ancêtres. Elle interdit surtout la compréhension des structures sociales (mais aussi mentales et économiques) et de la conjoncture historique qui ont conditionné le développement de la discipline en se complaisant dans une conception naïvement volontariste qui veut que quelques héros visionnaires soient les principes moteurs de l'institutionnalisation. Si l'on peut admettre que des acteurs plus impliqués que d'autres ont significativement concouru à élaborer un cadre fédérateur national permettant de regrouper et d'unifier des initiatives locales disparates autour d'enseignements (et éventuellement de recherches) en information-communication, il serait illusoire de faire de ce cadre institutionnel le principe du développement de la discipline qui obéit à des déterminations bien plus profondes, d'ordre social (forte augmentation du nombre des étudiants, professionnalisation de l'enseignement supérieur), économique (importance de l'information-communication ne serait-ce que dans les changements de modèles productifs et le développement de la communication médiatisée), épistémique (redéfinition de la configuration des SHS)...

On peut donc se prendre à rêver d'un livre sur l'histoire de la discipline écrit par des chercheurs qui ne soient en rien des acteurs de la discipline et dont le regard ou les centres d'intérêt ne seraient pas conditionnés par cette appartenance. Ainsi serait-il peut-être moins question de se focaliser sur l'excellence des domaines de savoir et de compétences disciplinaires ou sur des origines nationales de la discipline que sur les lieux dans lesquels se sont édifiées les SIC (histoire du pôle bordelais, histoire du CELSA-Paris 4, histoire de Grenoble 3...). On pourrait d'ailleurs faire un pire rêve : une histoire écrite par les « ratés » et les « marginaux » de la discipline, une contre-histoire, une histoire insurrectionnelle au sens où Michel Foucault prônait une insurrection des savoirs assujettis... Une histoire écrite par ceux qui ne sont pas parvenus à faire carrière dans la discipline, par ceux qui l'ont quitté, ceux qui en son sein ont refusé de se plier à ses normes... C'est ce genre de savoir « marginal » et en tout cas disqualifié par une histoire « officielle » de la discipline qu'il s'agirait de

réintroduire, non pour édifier une contre-histoire tout aussi mythologique, mais pour problématiser et complexifier à dessein le récit de l'histoire des sic. On peut regretter que ces mémoires, en sic comme partout ailleurs au-delà des seuls domaines de la science, ne puissent pas s'exprimer si ce n'est sous la forme souvent contre-productive d'ouvrages polémiques tels que celui de Judith Lazar (2001) – où l'on se surprend à citer Marcel Gauchet en préfacier (im-)pertinent – comme si, en matière de vérité, il ne pouvait y avoir qu'un centre et jamais de périphérie.

Conclusion

La provocation ne vaut que si l'on prend la mesure de ce qu'elle indique comme manque ou comme oubli inhérent à l'édification d'une histoire officielle. Manquent à l'appel les éventuels échecs, les impasses, les divisions... Manque aussi la mémoire vivante des acteurs, en particulier de ceux qui n'ont pas le pouvoir d'écrire l'histoire des sic. On voit que l'objectivité des analyses proposées et des sources mobilisées à cette fin n'est pas en cause, mais que le problème réside dans le choix de l'histoire racontée. Pourquoi ne pas avoir parallèlement entrepris une histoire sociale des agents qui appartiennent, ont appartenu, ne sont jamais parvenus à appartenir à la discipline, non pas d'un point de vue quantitatif mais qualitatif de leurs représentations de la discipline, de leurs attentes, de leurs stratégies de carrière ? Pourquoi également ne pas avoir entrepris une histoire des lieux d'enseignement et de recherche de la discipline ? En d'autres termes, pourquoi ne pas avoir pris le risque de la discordance des points de vue et des luttes au sein d'espaces sociaux dont la dynamique se caractérise avant tout par les conflits opposant les agents autour d'enjeux communs ?

On le mesure à présent, le fait d'être un acteur implique un regard déterminé sur l'histoire de la discipline. La détermination découle de la fonction institutionnelle occupée ou, plus modestement, de l'implication dans la vie de la discipline qui, à la vérité, est le premier moteur de l'engagement historique. Ce dernier peut bien passer aux yeux de son propre auteur pour désintéressé et purement cognitif, il n'en reste pas moins le produit d'une intention marquée par la nécessité pour l'agent de chercher dans l'histoire les principes de légitimation de son action.

Références

- Bachelard G., 1986, *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective* (1938), Paris, Librairie philosophique J.Vrin.
- Barthes R., 1982, *Mythologies* (1957), Paris, Éd. Le Seuil.
- 1984, « La mythologie aujourd'hui » (1971), *Le bruissement de la langue. Essais critiques IV*, Paris, Éd. Le Seuil.
- Boure R., 2002, « Quelle histoire pour les sciences de l'information et de la communication ? », pp. 17-44, in : Boure R., dir., *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.
- 2005, « Réflexions autour de l'institutionnalisation des disciplines. Sciences de l'information et de la communication versus économie ? », *Communication*, 1, vol. 24, pp. 9-38.
- 2006a, « sic : l'institutionnalisation d'une discipline », pp. 245-258, in : Olivesi S., *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- 2006b, « L'histoire des sciences de l'information et de la communication. Entre gratuité et réflexivité », *Questions de communication*, 10, pp. 277-295.
- 2007a, « Comprendre le passé et les questions vives contemporaines. Le cas des origines littéraires des sic », *Questions de communication*, 11, pp. 257-287.
- 2007b, *Les sciences humaines et sociales en France*, Cortil-Wodon, EME.
- Canguilhem G., 1989, *Études d'histoire et de philosophie des sciences* (1968), Paris, Librairie philosophique J.Vrin.
- Cardy H., Froissart P., 2006a, « sic : cartographie d'une discipline », pp. 259-279, in : Olivesi S., *Sciences de l'information et de la communication. Objets, savoirs, discipline*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble.
- 2006b, « Sexe & sic. Les sciences de l'information et de la communication au risque de la parité », pp. 267-278, in : *Actes du XV^e congrès des sciences de l'information et de la communication*, Bordeaux, SFSIC.
- Gouazé J., Bruxelles S., Ducrot O., Fouquier E., dos Reis Nunes, Remis A., 1976, « Mais occupe-toi d'Amélie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 6, pp. 47-62.
- Lazar J., 2001, *Les secrets de famille de l'Université*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond.
- Meyriat J., Miège B., 2002, « Le projet des sic : de l'émergent à l'irréversible (milieu des années 60-milieu des années 80) », pp. 45-70, in : Boure R., *Les origines des sciences de l'information et de la communication. Regards croisés*, Lille, Presses universitaires du Septentrion.
- Neveu É., 1997, *Une société de communication ?*, Paris, Montchrestien.
- Olivesi S., 2004, *Questions de méthode. Une critique de la connaissance pour les sciences de la communication*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Veyne P., 1971, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Éd. Le Seuil, 1979.

Winkin Y., 2003, *La communication n'est pas une marchandise. Résister à l'agenda de*
Bologne, Bruxelles, Éd. Labor/Éd. Espace de Libertés.